

## **RAPPORT FINAL**

**Conférence Internationale sur le Volontariat  
et les Objectifs du Millénaire pour le développement**

**Islamabad, 5-7 décembre 2004**

**Organisée par la Commission Nationale pour le Développement Humain, les Volontaires des Nations Unies et le Système des Nations Unies au Pakistan**

### **REMERCIEMENTS**

**Le programme des Volontaires des Nations Unies remercie M. Jeremy Baraquin, Volontaire en ligne (France), pour la traduction française du Rapport final de la Conférence Internationale sur le Volontariat et les Objectifs du Millénaire pour le développement.**

Préface

Méthode

Discussions des Groupes de travail

Groupe A : OMD 1 – Eliminer la pauvreté extrême et la faim

Groupe B : OMD 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous

Groupe C : OMD 4 – Réduire la mortalité infantile

OMD 5 – Améliorer la santé maternelle

Groupe D : OMD 6 – Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies

Groupe E : OMD 7 – Assurer un environnement durable

Sessions plénières : OMD 8 – Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Réflexions et conclusions : M. Nasim Ashraf

Appendice 1 : Liste des documents d'analyse et des présentations

Appendice 2 : Liste des participants

Appendice 3 : Programme

## Préface

La première Conférence internationale sur le Volontariat et les Objectifs du Millénaire pour le développement s'est tenue du 5 au 7 décembre 2004 à Islamabad au Pakistan. Cette conférence a été organisée conjointement par la Commission nationale pour le développement humain (NCHD) du Pakistan, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU).

La conférence a rassemblé plus de 250 participants venus de 33 pays de toutes les régions du monde : chefs de gouvernement, représentants de la société civile, administrateurs d'agences publiques et privées engageant des volontaires, directeurs de médias, chefs religieux, activistes locaux et volontaires. Tous ont pris part à la réunion pour explorer et mettre en avant le rôle du volontariat dans la réalisation des Objectifs de la Déclaration du Millénaire adoptés lors du Sommet du Millénaire de l'ONU en 2000, et examiner la priorité d'actions à entreprendre pour créer un environnement propice aux interventions de volontaires révélatrices, solidaires, collectives et individuelles, pour renforcer les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Le volontariat est un atout pour le développement souvent négligé lors des discussions sur les OMD. Pourtant, comme le Secrétaire Général de l'ONU l'a fait remarquer, la réalisation des Objectifs exigera l'effort de millions de citoyens ordinaires engagés comme volontaires pour accompagner l'action des gouvernements, des agences du Système des Nations Unies, des organismes civils et privés pour faire des Objectifs une réalité. Identifier le potentiel volontaire dans les communautés, comprendre les conditions dans lesquelles cette ressource se développe le mieux, l'améliorer grâce à la participation de volontaires externes, sont autant de sujets abordés par les participants au cours des discussions menées en groupes de travail et en sessions plénières.

La conférence de deux jours a abouti à une liste de recommandations sur les actions à entreprendre telles que : mener des campagnes pour sensibiliser le public ; initier des programmes de formation et identifier les actions volontaires ; mettre en place des cadres fiscaux et législatifs ; améliorer la base de connaissances des tendances du volontariat dans le contexte national ; assurer l'accès des personnes à l'information sur les possibilités de volontariat ; trouver des réponses à l'impact possible de mesures politiques, économiques et sociales en général sur les occasions offertes aux citoyens qui souhaitent devenir volontaires ; intégrer le volontariat dans les projets de développement national. Deux notions étaient présentes au centre des discussions, la première étant que le volontariat peut être économique, mais jamais sans frais, et la deuxième que mettre à profit la force du volontariat pour aider à réaliser les OMD ne retirent pas aux gouvernements leurs promesses engagées pour atteindre les Objectifs.

## Méthode

La 57<sup>ème</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution 57/106 qui, entre autres, demandait au Secrétaire Général de l'ONU d'inclure le volontariat dans ses rapports sur la mise en place de la Déclaration du Millénaire. Conformément à son engagement pour le volontariat en tant que stratégie pour aider au développement économique et social sur le plan national, le Pakistan a été l'un des 142 Etats membres à demander cette résolution.

Au Pakistan, l'une des actions concrètes de cet engagement a été la création d'un Corps national de volontaires (NVC) rassemblant 100 000 personnes, partie intégrante du Programme de volontariat de la Commission nationale pour le développement humain (NCHD) pour répondre aux objectifs de développement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'éradication de la pauvreté. En reconnaissant le volontariat comme un potentiel encore inexploité au Pakistan, la commission a pris l'initiative d'encourager le volontariat pour parvenir aux OMD, le volontariat étant une stratégie au coeur de l'organisation. Le NVC est un bon exemple de la façon dont le volontariat organisé peut être investi dans la mobilisation sociale.

Lors de la réunion de Conseil exécutif du PNUD à Genève en juin 2004, le gouvernement du Pakistan a officiellement proposé d'accueillir une Conférence internationale sur le Volontariat et les Objectifs du Millénaire pour le développement. En plus de contribuer à l'amélioration des connaissances afin de mieux comprendre comment le volontariat peut contribuer aux OMD, la conférence a eu aussi pour but de soutenir les efforts continus du Pakistan, gouvernement et société civile inclus pour encourager et rendre plus facile la participation de tous les citoyens au développement.

Un comité directeur de conférence a été créé à Islamabad, composé de représentants du gouvernement, d'organismes de volontaires venant de la société civile, et des agences de l'ONU présentes au Pakistan. Le comité de coordination a été aidé par des commissions subordonnées.

La conférence a été ouverte officiellement le 5 décembre en présence du Premier ministre du Pakistan, du Directeur exécutif de l'UNICEF, et du Coordonnateur exécutif du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU). Indépendamment des sessions plénières d'ouverture et de clôture, les discussions se sont articulées autour de cinq groupes de travail, durant lesquels les participants ont eu l'occasion de partager leur expérience et de discuter de problèmes spécifiques liées aux sept premiers des objectifs du millénaire.

- Groupe A : OMD 1 – Eliminer l'extrême pauvreté et la faim
- Groupe B : OMD 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous  
OMD 3 – Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- Groupe C : OMD 4 – Réduire la mortalité infantile  
OMD 5 – Améliorer la santé maternelle
- Groupe D : OMD 6 – Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
- Groupe E : OMD 7 – Assurer un environnement durable

Pour chaque groupe de travail, entre trois et quatre documents d'analyse ont été présentés par des experts pakistanais et internationaux sur différents aspects du volontariat. Plusieurs organismes pakistanais de volontaires ont également préparé des études de cas ; les agences de l'ONU au Pakistan ont préparé des documents d'analyse sur différents aspects du volontariat au Pakistan. Ceux-ci incluaient :

- le volontariat dans les programmes de soutien rural au Pakistan
- le rôle des madrassahs et l'éducation primaire pour tous
- un aperçu de la contribution du volontariat dans les campagnes d'éradication de la polio au Pakistan
- la contribution des volontaires dans la viabilité environnementale au Pakistan.

Les points les plus importants des discussions au sein des groupes de travail ont été présentés en session plénière le dernier jour. Un débat a suivi sur l'OMD 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Lors de la session de clôture, le Président de la Commission nationale pour le développement humain du Pakistan, M. Nasim Ashraf, a partagé ses réflexions sur les discussions avec les participants de la conférence.

## Discussions des Groupes de travail

Groupe A : OMD 1 – Réduire la pauvreté extrême et la faim

Plus d'un milliard de personnes vivent dans la pauvreté extrême, avec moins d'un dollar par jour. Alors que le pourcentage de pauvres a diminué depuis 1990, les chiffres en valeur absolue sont restés à peu près identiques, les femmes formant la majorité des pauvres. L'OMD 1 fixe l'objectif de diviser par deux le nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême et qui souffrent de la faim d'ici 2015.

Lors des présentations et discussions, les participants ont répété à maintes reprises que la pauvreté ne pouvait pas être définie seulement en termes de niveau de revenu. Les pauvres souffrent également du manque de sécurité minimale dans de nombreux aspects de la vie (nourriture, logement, terre) et de l'accès limité aux services économiques et sociaux de base (éducation, santé, transport, eau et assainissement). Le plus souvent, ces personnes souffrent de l'exclusion sociale et de dénuement, et n'ont ni la parole ni le pouvoir.

Bien que les gouvernements soient les premiers responsables pour remédier à la pauvreté, il est également nécessaire de donner une orientation efficace aux programmes complexes pour l'éradication de la pauvreté. Cependant, les participants ont admis qu'une collaboration réelle entre les différents acteurs de ces enjeux au niveau communautaire est essentielle si l'on veut que ces programmes aboutissent. Les volontaires, issus ou non de la communauté, peuvent y contribuer de manière significative par la mobilisation sociale et la démarginalisation de la communauté.

Par exemple, plus de 300 000 activistes volontaires travaillant dans les communautés rurales locales participent aux programmes d'appui aux campagnes au Pakistan. Ces volontaires donnent des conseils en matière de technologies novatrices, et agissent souvent comme des intermédiaires entre les communautés rurales et les organisations externes : ils aident les communautés à planifier et à mettre en place des activités de développement et de bien-être pour les personnes, en présentant de nouvelles méthodes aux agriculteurs et éleveurs. Le renforcement en capacité est la clé du succès du programme. Des activistes sociaux sont formés pour communiquer avec une meilleure efficacité, mais apprennent aussi les mécanismes des méthodes participatives et de la gestion communautaire. En échange, ces volontaires renforcent les capacités au sein de leur société en formant des villageois dans des secteurs tels que le leadership et la capacité à gérer, et aussi l'épuration de l'eau, l'hygiène et l'entretien. Les évaluations montrent que le facteur le plus important provoquant des changements sociaux et économiques est la capacité des activistes à aider les communautés à établir des liens avec les organismes d'exécution du gouvernement, permettant ainsi l'accès aux ressources de ce dernier afin que les pauvres puissent s'exprimer au-delà de l'environnement immédiat.

Le rôle du volontariat permettant le dialogue entre les pauvres et les pouvoirs publics et autres a été illustré par l'exemple du travail réalisé par ATD Quartmonde en Haïti. ATD n'a aucun personnel rémunéré. Cette organisation s'appuie sur le travail de volontaires à temps plein qui reçoivent une allocation équivalente au salaire minimum. Ces volontaires reconnaissent que cela prend du temps d'établir des liens forts avec des personnes laissées en dehors du développement traditionnel et s'engagent à travailler à plein temps pendant plusieurs années pour ATD. Ils vivent au sein même de la communauté des pauvres ou à proximité. En Haïti, les volontaires d'ATD ont été placés dans les secteurs entourant les zones urbaines et ont pris la responsabilité d'organiser une série de projets d'apprentissage avec l'aide de familles vivant dans les taudis. Ces projets concernent la mise en place de bibliothèques de rue pour les enfants, et l'installation de centres d'éveil pour la mère et l'enfant. Un comité de réunions et d'événements a permis aux adultes et aux plus jeunes de venir régulièrement aux rencontres organisées pour l'échange d'information et de savoir qu'ils partageront à leur tour avec les membres de la communauté. Les participants acquièrent ainsi de nouvelles aptitudes sociales, organisationnelles et relationnelles, ce qui les rend plus autonomes. Au lieu d'être paralysés par la pauvreté et des événements politiques sur lesquels il n'ont aucun contrôle, ils ont la possibilité d'utiliser leur énergie de manière positive, en faisant entendre leur voix parfois pour la première fois.

Il a été souligné que le volontariat était aussi vieux que l'homme, et qu'il existait dans toutes les cultures et toutes les religions. Dans son expression la plus simple, il correspond à la notion de la

solidarité et de réciprocité. Bien que les formes du volontariat changent d'une culture à l'autre, ce dernier peut être caractérisé comme étant un acte entrepris librement, sans pression, et pour des raisons autres que financières, et au profit d'autres personnes aussi bien que de volontaires eux-mêmes. Des personnes venues de milieux divers et variés - activistes à la base, professeurs, travailleurs sociaux, hommes d'affaires et parlementaires - s'engagent dans des actions volontaires qui aident à créer un espace pour les pauvres et à établir des liens à un degré supérieur.

Des exemples ont été présentés, dans lesquels le volontariat conduisait à de nouveaux réseaux d'interaction sociale et fournissait une dynamique pour la création d'organismes locaux. La banque Grameen, aujourd'hui une institution bien implantée, a vu le jour grâce à une initiative volontaire visant à offrir des solutions de micro-crédit pour vaincre la pauvreté extrême et aider les populations endettées dans les villages du Bangladesh. Le concept a été exporté dans 35 autres pays et concerne aujourd'hui cent millions de familles vivant dans la pauvreté.

L'activisme volontaire et son rôle dans le processus démocratique ont été également abordés. En Mongolie, suite à la publication du premier rapport sur l'état d'avancement des OMD, des organisations de volontaires, dont l'Association des scouts de Mongolie et l'Organisation mongole de la Jeunesse, ont collaboré avec le gouvernement à une série d'actions et de recommandations sur les OMD. Une stratégie nationale visant à faire intervenir le secteur privé a également été élaborée. Les employés volontaires des sociétés ont offert, par exemple, de nettoyer les berges des rivières coulant dans la capitale Oulan-Bator.

Il existe d'autres exemples de l'impact du dialogue conduit par les volontaires qui font campagne en faveur du volontariat et d'une politique favorisant cette action. Le plus frappant est le travail entrepris par des femmes dans plusieurs pays africains pour provoquer des changements dans la législation afin d'améliorer l'accès à la terre aux femmes pauvres. Au Nigéria, des volontaires implantés dans les communautés locales travaillent avec leurs membres afin d'établir un dialogue avec les compagnies pétrolières afin d'influencer les politiques et modifier les changements de rapports entre les compagnies pétrolières et les communautés.

On a pris en compte les défis auxquels sont confrontées les personnes pauvres pour renforcer leur connaissance et leur expérience des conditions locales grâce au volontariat, ainsi que leurs réseaux de solidarité sociale pour éradiquer la pauvreté. Parmi ceux-ci, on compte la mauvaise estime de soi par rapport au fait de ne pas posséder grand-chose ; une certaine méfiance vis-à-vis de la politique ; les obstacles financiers et logistiques liés, par exemple, au transport et les soins aux enfants ; le manque de temps, d'information et de connaissance ; les barrières linguistiques et culturelles vis-à-vis des étrangers, même dans le propre pays ; et enfin les stéréotypes liés à la pauvreté.

Ces facteurs doivent être pris en considération dans les actions de planification destinées à promouvoir une participation plus importante du volontariat. De telles actions doivent être planifiées en se concentrant sur les OMD, ainsi que sur l'identification d'activités claires et tangibles auxquelles les différents partenaires, y compris les volontaires potentiels, peuvent contribuer de manière positive.

La conception de telles initiatives doit se faire de manière participative avec les différents acteurs, comme dans le cas des volontaires du NCHD, où un effort de collaboration entre les départements des organismes d'exécution du gouvernement, la communauté et les volontaires a permis le transfert de propriété et la viabilité, et a aidé à améliorer le nombre d'inscriptions à l'école primaire et une meilleure couverture sociale dans les régions éloignées.

Il faut aussi prendre conscience que les initiatives volontaires réussies demandent un investissement en temps, pour que se développent des liens de confiance réciproques entre les partenaires. Les volontaires qui travaillent auprès des communautés doivent disposer de suffisamment de temps pour établir un capital confiance et se comprendre avec les membres de la communauté. Si l'on veut que les actions volontaires au niveau local aient un impact à un niveau plus général, les volontaires ainsi que les autres partenaires doivent aussi avoir la possibilité d'apprendre comment devenir des intermédiaires, et ainsi établir des relations avec les représentants officiels en dehors de la communauté, rapports qui peuvent influencer sur les prises de décisions politiques. Par conséquent, il est essentiel d'investir dans la formation et le renforcement des capacités, à la fois pour les volontaires et les autres partenaires. Comme l'un des participants l'a dit, « former les personnes est une manière de

prendre celles-ci au sérieux, pauvres ou non ». La formation et l'évaluation sont des composantes indispensables dans toute initiative visant à éradiquer la pauvreté.

La cohésion et la continuité doivent être prises en compte et intégrées dès la conception des plans d'éradication de la pauvreté dans lesquels sont impliqués des volontaires. En raison du facteur temps, les volontaires devraient idéalement s'impliquer à long terme. Cependant, ceci n'est pas toujours réalisable en pratique. C'est pourquoi, alors que les volontaires peuvent aller et venir, il devrait y avoir des mécanismes institutionnels locaux pour assurer la continuité et la viabilité des projets. Pour finir, la contribution des volontaires doit être identifiée et reconnue de manière appropriée. Leur travail volontaire doit être apprécié par des initiatives locales, telles que les événements de reconnaissance et d'appréciation du travail des volontaires du NCHD, au cours desquels des certificats d'honneur et des médailles sont distribués aux volontaires par les responsables locaux. Dans de nombreux cas, la promotion de l'action de volontaires exige l'adoption de lois nationales favorisant le volontariat.

## Groupe B : OMD 2 – Assurer l'éducation primaire pour tous

Le droit à l'éducation est un droit humain élémentaire. L'éducation aide non seulement les individus à sortir de la pauvreté, mais investir dans l'éducation primaire a des avantages à long terme pour la société. En effet, ne pas parvenir à assurer l'éducation primaire pour tous aura un effet négatif sur la réussite des autres OMD. L'éducation des filles en particulier est un des facteurs principaux. Il a été mis en avant qu'éduquer une fille est la meilleure manière de s'assurer que, plus tard, ses enfants iront à leur tour à l'école, seront en meilleure santé et auront une meilleure alimentation, brisant ainsi la transmission de la pauvreté entre générations. Il a été prouvé que les enfants nés d'une mère n'ayant pas reçu d'éducation formelle risquent le plus de souffrir de malnutrition ou de mourir avant l'âge de cinq ans.

Bien que l'un des rôles fondamentaux du gouvernement soit de s'assurer que tous les enfants, garçons et filles, reçoivent un enseignement primaire élémentaire de qualité, il est évident que dans beaucoup de pays les objectifs visant à parvenir à un enseignement primaire pour tous ainsi que l'égalité des sexes demeurent un défi. Même dans le cas où le gouvernement s'engage pleinement, apporter une éducation primaire de qualité à tous n'est possible qu'avec la participation entière de tous les partenaires, et cela à tous les niveaux.

Si l'on veut que les enfants en dehors du système s'inscrivent à l'école et y demeurent jusqu'à la fin du cycle primaire, des stratégies spécifiques sont nécessaires en fonction des conditions locales, les facteurs affectant ces inscriptions en primaire variant énormément d'une culture à l'autre.

Afin de rendre l'environnement scolaire plus efficace et plus intéressant, pour les parents et les élèves, les stratégies visant à améliorer les infrastructures scolaires pourraient nécessiter la construction de nouvelles écoles, le recrutement et la formation de professeurs, la suppression des frais de scolarité ou la distribution de repas afin de favoriser la présence en classe des plus démunis.

Régler la question de l'égalité des sexes nécessite également des stratégies spécifiques, comme rendre les écoles sûres pour les filles – que ces dernières ne soient pas trop éloignées de la maison, que les professeurs soient suffisamment formés, qu'il y ait des infrastructures en état de fonctionnement (toilettes séparées pour les filles, murs de séparation, etc). Cela nécessite l'élimination de tout parti pris entre les deux sexes dans les programmes scolaires. L'environnement communautaire doit être solidaire : aider à surmonter les facteurs sociaux, économiques et culturels qui maintiennent les enfants hors du système scolaire peut être un facteur vital pour atteindre les objectifs fixés en matière d'éducation..

Dans la plupart de ces stratégies, le volontariat a un rôle important à jouer. Lorsqu'on agit en faveur de l'éducation primaire pour tous, et celle des filles en particulier, on contribue au développement d'un environnement favorable à l'éducation par le biais des communautés. Les exemples venus du monde entier ont montré et confirmé qu'informer des parents, parler avec eux et les convaincre d'inscrire les enfants à l'école, et de les y laisser durant leur scolarité, est plus efficace lorsqu'il y a des volontaires pour les aider à en prendre conscience et à faire ce pas. A un niveau plus général, les activistes volontaires apportent énormément en s'assurant que les gouvernements tiennent leurs promesses pour l'éducation et en donnant leur avis.

Dans certains pays, des mécanismes institutionnels existent, qui facilitent la participation volontaire des parents et de la communauté locale dans le fonctionnement des écoles. Il peut s'agir d'associations traditionnelles de parents et de professeurs, ou de conseils d'école. Dans d'autres cas, la participation de la communauté dans les écoles est plus importante, les parents et la communauté ayant un droit de regard dans la gestion des écoles. Tout semble indiquer que lorsqu'elles sont correctement encouragées et soutenues, les actions volontaires des parents et l'implication de la communauté contribuent généralement à améliorer l'efficacité, la responsabilisation et le fonctionnement des écoles. Cependant, beaucoup de systèmes d'éducation publique ne favorisent pas la participation active des étrangers dans l'activité au jour le jour des écoles. Pour ces exemples-ci, la participation de la communauté en pâtit. Les discussions des groupes de travail ont mis en avant l'importance du fait que les gouvernements prennent des mesures pour encourager la participation active des parents et des communautés dans l'éducation des enfants.

En Inde, deux mouvements de volontaires ont été examinés en détail. Chacun a réalisé des progrès considérables en s'attaquant à certains des facteurs ayant pour conséquence un taux d'inscription bas et des taux de renvoi élevés au cycle primaire, en particulier chez les filles. Envoyer les filles à l'école est un obstacle au Rajasthan à cause de la perception qu'ont les gens du rôle des filles et des femmes dans la société. Le Lok Jumbush (le Mouvement du Peuple), une organisation de volontaires composée essentiellement de volontaires féminins et qui utilise diverses formes d'interventions, est parvenu en un temps relativement court à augmenter le nombre d'inscriptions scolaires dans le primaire d'environ 5% chaque année. Ce mouvement a également contribué à augmenter le pourcentage des inscriptions de filles jusqu'à 80% - presque au niveau des garçons (85%). Les collectifs de travail pour femmes de Lok Jumbush fonctionnent directement avec des filles et leurs familles. Ils accompagnent les filles jusqu'à l'école, apaisant ainsi les craintes des parents quant à leur sécurité, tout en apportant un soutien scolaire aux enfants, et en particulier aux filles qui courent plus le risque de quitter le système scolaire au cycle primaire. Les attitudes sociales et religieuses négatives vis-à-vis de l'éducation des jeunes filles ont été réglées en s'entretenant avec les chefs religieux locaux, et les imams, afin que ces derniers encouragent les parents à envoyer leurs filles à l'école.

L'Emery Foundation, une organisation de volontaires basée à Hyderabad, a mis en place un groupe d'environ 36 000 jeunes volontaires, dispersés à travers les communautés, qui identifient les enfants non-scolarisés et tentent de convaincre les parents de les envoyer à l'école. Souvent, les volontaires doivent négocier avec les employeurs pour qu'ils laissent les enfants quitter le travail pour aller à l'école. Une fois encore, les volontaires continuent à aider les enfants après l'inscription à l'école.

De même, les volontaires du NCHD qui vivent et travaillent dans les communautés locales au Pakistan parviennent à convaincre les parents d'envoyer les enfants à l'école. Pour empêcher que ces derniers n'abandonnent l'école, ces volontaires coopèrent avec les professeurs, les parents, les volontaires et les personnes influentes au niveau local - comme les fonctionnaires du département de l'éducation - en suivant les inscriptions tout en surveillant les enfants en âge d'être scolarisés dans la communauté. Les volontaires du NCHD surveillent également la qualité de l'enseignement et le taux d'absentéisme des professeurs. Ils suivent les enfants qui courent le risque d'abandonner, et, dans certains cas, interviennent eux-mêmes en tant que professeurs de remplacement si le professeur habituel est temporairement absent. Grâce au volontariat et à la participation de la communauté, le NCHD a lancé un mouvement de masse pour le développement socio-économique. La formation et l'information sont cruciales pour le long terme au niveau local. Le NCHD apporte également son soutien dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du développement communautaire au niveau du district, mais aussi pour les ONG. Le résultat de cette alliance tripartite a été l'inscription d'un million d'enfants non-scolarisés, grâce à l'aide de 40 000 volontaires formés à la base.

Dans nombre d'exemples à travers le monde, les volontaires ont été majoritairement des jeunes et des femmes. Pour ce qui est des jeunes, ce sont fréquemment de jeunes diplômés, juste sortis de l'école ou de l'université et souvent en recherche d'emploi. L'envie d'améliorer des conditions au sein de la communauté est très présente chez ces jeunes, un désir de satisfaction et d'accomplissement et la conscience des avantages à tirer de cette action, puisque dans la plupart des cas il s'agit là d'une première expérience dans le monde du travail. L'un des participants a cependant émis un avis de prudence lorsqu'on fait appel à des volontaires n'ayant pas été formés en tant que professeurs, puisque la qualité du niveau d'éducation risquerait d'en pâtir.

Dans certains pays, où le gouvernement est loin de respecter ses engagements pour l'éducation primaire, les manques sont comblés par le secteur privé et non-gouvernemental, ainsi que les corps religieux. Au Pakistan par exemple, les madrassahs apportent une éducation de base, soit à temps partiel ou à plein temps, à plus d'un million d'enfants. Les écoles sont souvent situées dans des régions très pauvres et/ou éloignées sans accès au système éducatif de l'Etat. Fonctionnant sur le volontariat uniquement et avec l'aide des communautés locales, il existe un grand sens de l'appropriation par la communauté. Les madrassahs ne font pas payer et fournissent de la nourriture, des vêtements et un abri aux enfants nécessiteux. Les professeurs sont habituellement des volontaires. On a fait remarquer que dans beaucoup de pays l'utilisation du potentiel des madrassahs a permis le développement de l'accès à l'éducation primaire. Des études et des analyses supplémentaires de la part de l'institution sont nécessaires, ainsi que de la bonne volonté de la part des autorités nationales pour fournir de l'aide dans des secteurs faibles comme la formation des professeurs, le programme et le matériel didactique. Un système de coordination et de

« contrôle de qualité » est également exigé afin de s'assurer des équivalences reconnues avec le système éducatif public. Dans le cas de l'Indonésie, les volontaires internationaux, principalement d'Australie, ont travaillé dans le système scolaire des madrasahs pour en améliorer les méthodologies d'enseignement et la formation des professeurs. Les évaluations montrent que cela a réussi pour ce qui est de faire accéder les pauvres à l'éducation, et aider à améliorer la compréhension entre les différentes cultures.

Dans le cas du Pakistan, une fois de plus, le concept de l'école Feeder est une autre démonstration de comment combler les manques dans le domaine éducatif dans les zones où il n'y a pas d'école publique, ou bien où les classes sont surchargées et où il y a un manque de professeurs qualifiés. Les écoles Feeder font partie du système d'enseignement conventionnel, les étudiants étant inscrits à l'école publique la plus proche. Les volontaires deviennent des professeurs de remplacement, et apportent leur aide pour l'infrastructure et le choix de l'emplacement de l'école.

La question a été posée de savoir comment rendre le volontariat viable sans un cadre légal minimum et institutionnel. La pauvreté et le chômage font que de nombreuses personnes ont des difficultés à se consacrer à une activité volontaire de manière régulière. Néanmoins, beaucoup consacrent une partie du temps au volontariat, ce qui prouve l'ampleur du capital de solidarité et de bonne volonté au sein des communautés. Une question centrale est de savoir comment ces formes spontanées de volontariat peuvent être appuyées et canalisées pour renforcer l'éducation primaire pour tous ainsi que les autres OMD de manière culturellement acceptable.

Tous les participants se sont accordés à dire unanimement que des infrastructures sont nécessaires pour renforcer tout appel pour plus de volontariat. En plus de l'appui matériel, tel que les allocations pour rembourser les frais de transport et autres dépenses, les volontaires doivent également avoir accès à des formations de développement des capacités. Il reste beaucoup à faire pour encourager les filles et les femmes à devenir volontaires en dehors du cercle familial proche.

Pour un projet volontaire dans la région rurale du Balochistan, au Pakistan, environ 32 000 garçons scouts ont été formés comme volontaires pour promouvoir l'éducation des filles. Les volontaires ont persuadé les parents d'inscrire les filles à l'école, et ont bénéficié en même temps d'une formation qui leur a donné de nouvelles compétences pour mieux comprendre la question de la discrimination envers les filles. Ils ont également appris à communiquer efficacement avec les adultes, ce qui leur a permis de s'émanciper dans un environnement traditionnel où les jeunes sont exclus des processus de décision.

La législation doit aussi être plus adaptée aux volontaires. L'un des participants a mis en exergue la libre circulation des marchandises et des services à travers les frontières, avec les restrictions sur la mobilité des personnes dans les pays mais aussi entre les pays, de plus en plus importantes, ce qui est un obstacle en particulier au volontariat transfrontalier. En dépit des restrictions sur les mouvements de personnes, les grandes organisations de volontaires tels que le NCHD accueillent effectivement des volontaires issus du pays mais également de la diaspora ayant des connaissances professionnelles.

Il reste beaucoup de travail à faire dans le domaine de la reconnaissance de la contribution apportée par le volontariat et les volontaires. Mesurer l'action des volontaires est un premier pas dans cette direction. A cet égard, des études réalisées à l'échelle du pays, telles que l'enquête des ménages commanditée par le NCHD du Pakistan en octobre 2004 pour mesurer l'ampleur et la nature du volontariat au Pakistan, apportent des informations utiles aux pouvoirs de décisions du gouvernement, mais aussi aux organismes non gouvernementaux grâce auxquels ces derniers peuvent décider d'agir au mieux et appuyer le volontariat lors de la formulation de projets de développement économique et social. Il contribue également à améliorer les pratiques locales dans le domaine du volontariat. Selon cette étude, plus de trois quarts de l'ensemble des ménages pakistanais se consacrent à une activité volontaire, sous une forme ou une autre, et sont pour la plupart mal organisés.

L'exemple de jeunes volontaires d'Amérique latine a suscité un très grand intérêt, en particulier le concept novateur « d'apprentissage de l'entraide » comme complément, en plus du volontariat traditionnel, à travers des programmes basés sur la foi religieuse ou bien du gouvernement. Les étudiants qui participent au service d'apprentissage avec un organisme de volontaires reconnu en tant que tel peuvent gagner des unités de valeur comptant pour l'obtention d'une licence ou d'une maîtrise. Dans le cas de la République Dominicaine, par exemple, le service d'apprentissage est courant au

niveau universitaire, et reconnu par la loi. La plupart des services aident les étudiants à ne pas redoubler ou bien à quitter le système scolaire. Parmi les activités volontaires les plus courantes on compte : le soutien scolaire aux enfants pour les programmes d'alphabétisation, les séances de devoirs après les cours pour les enfants ayant des difficultés d'assimiler, la gestion de bibliothèques mobiles pour les enfants, et les programmes spéciaux tels que jardins d'école, classes d'art et cours de prévention sur le VIH/sida, une priorité à présent.

Un programme similaire fonctionne en Chine par le biais de l'Association des Jeunes Volontaires Chinois. Celle-ci encourage les étudiants à aller enseigner de manière temporaire dans les zones isolées des provinces occidentales chinoises. En plus de l'allocation mensuelle qu'il octroie aux étudiants pour couvrir les dépenses quotidiennes, le gouvernement prend des dispositions spécifiques pour que les étudiants puissent continuer les études au terme du contrat.

Les initiatives de service d'apprentissage peuvent ainsi contribuer de manière notable à favoriser l'éducation primaire pour tous, mais elles encouragent également le volontariat parmi les jeunes. Ceci équivaut à reconnaître publiquement la contribution apportée par des jeunes qui se portent volontaires.

Comme pour les OMD, les formes que peut prendre le volontariat dans le domaine de l'éducation vont bien au-delà du rôle traditionnel de prestataire de service pour la communauté. En Equateur, par exemple, un groupe de citoyens responsables venus de divers horizons, s'est constitué en un groupe volontaire de conseil et de soutien pour « un Contrat social pour l'Education en Equateur ». Les membres sont issus de mouvements autochtones, des universités, écoles, syndicats et organismes communautaires. Le Contrat social pour l'Education vise à agir en tant que vecteur pour le dialogue entre le citoyen et le gouvernement, pour s'assurer que l'éducation demeure bel et bien mis à l'ordre du jour politique comme priorité nationale, et que des ressources suffisantes soient allouées pour que tous les enfants reçoivent durant dix ans une éducation primaire de qualité. Le groupe a organisé une campagne pour faire connaître le Contrat social pour l'Education et a réussi à faire en sorte que l'éducation soit à l'ordre du jour au cours des récentes élections présidentielles. Le groupe a réussi aussi à obtenir un débat national sur les lois proposées sur l'éducation, débat qui a eu lieu entre les citoyens et le gouvernement.

Un exemple du volontariat transfrontalier est venu d'Afrique occidentale. Après la destruction du système éducatif du pays pendant la guerre civile en Sierra Leone, des activistes volontaires du Forum des femmes éducatrices africaines a contribué à ce que les filles reçoivent une éducation, et à faire prendre en compte leur avis quant aux politiques à mener sur les questions de l'accès et de la qualité de cet enseignement.

Le groupe a reconnu le travail énorme effectué par les personnes en tant que volontaires pour appuyer l'éducation des enfants à l'école, localement dans leurs communautés et également au niveau national et international. Pourtant, les gouvernements et les organisations de volontaires ont encore beaucoup à faire pour encourager et renforcer le volontariat, puis offrir le soutien nécessaire en termes d'infrastructures. Des stratégies plus efficaces sont nécessaires pour renforcer les réseaux et établir des liens, de sorte que le savoir, la connaissance, la compréhension et les expériences des volontaires au niveau local puissent être pris en considération dans les stratégies pour le développement économique et social mises en place au niveau national.

Au plan international, la coordination inter-sectorielle est fondamentale pour une stratégie globale du volontariat au service de l'humanité - non seulement en ce qui est du domaine de l'éducation, mais aussi dans tous les domaines visés par les OMD. On estime que les VNU ont toute légitimité pour se charger de cette mission, le groupe ayant recommandé que les VNU soient suffisamment et correctement financés pour relever le défi.

## Groupe B : OMD 3 – Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes

Tandis que l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes sont considérées au même titre que l'éducation primaire universelle, il a été établi dès le début que la question du genre était non seulement une question d'éducation, mais qu'il y a également un lien fondamental entre les considérations dues au genre et l'ensemble des autres OMD. Néanmoins, la plupart des exemples de volontariat actif concernant l'éducation en Asie du Sud, par exemple, se sont concentrés spécifiquement sur l'éducation des filles, surtout étant donné le faible taux d'inscription de ces dernières, ainsi que du nombre allant jusqu'à la fin du cycle primaire.

Il est admis que la parité entre les genres peut être atteinte uniquement en permettant aux femmes de participer de manière accrue au processus décisionnel, à l'émancipation économique et à la protection contre la violence. Alors que les femmes luttent pour surmonter la discrimination économique et politique, la violence les empêche toujours de participer au processus de développement. Au Pakistan, des Comités d'initiative volontaires des citoyens (CAC) ont été mis en place au niveau des districts, afin de soutenir l'émancipation des femmes, et pour s'occuper plus précisément des violences contre les femmes et les meurtres d'honneur. Les actions de ces groupes visent également à améliorer la situation économique des femmes en développant leurs compétences ainsi que des programmes de micro-crédit. Plus important encore, les CAC ont aidé des femmes à obtenir des papiers d'identité, à être enregistrées sur les listes électorales pour voter et participer aux élections locales du gouvernement. En 2001, le CAC a fait campagne activement pour la participation des femmes aux élections locales. Pour la première fois dans l'histoire du Pakistan, plus de 40 000 femmes ont été élues comme membres des conseils de gouvernements locaux. Les membres du CAC, hommes et femmes, ont offert de leur temps en tant que volontaires en dépit de pressions sociales considérables. Pour continuer à être efficaces, il a été convenu que ces derniers doivent être reconnus de manière officielle et que plus d'apprentissage est nécessaire dans ce domaine, surtout en ce qui concerne les questions touchant aux droits de l'homme.

Les progrès effectués durant ces dernières décennies et allant dans le sens de l'émancipation des femmes en général, et l'acceptation universelle de leurs droits en particulier, sont dans une large mesure le résultat direct d'un volontariat actif, et principalement organisé par des femmes. Les différents exemples cités, venus de divers endroits du monde, montrent comment les femmes socialement avantagées se sont souvent impliquées dans des actions pour faire avancer leur cause. La lutte pour l'émancipation des femmes remonte au début du 20<sup>ème</sup> siècle, alors que les campagnes par des associations de planification familiale pour le droit à la contraception et à la santé en matière de reproduction sont plus récentes. De tels efforts ont eu pour conséquence une participation politique accrue, une émancipation et une protection économique contre la violence, et des actes contre d'autres formes de violence et de discrimination. Les groupes de volontaires ont également été des éléments clés en abrogeant et en modifiant les lois discriminatoires affectant de manière négative les femmes.

Au Burkina Faso, le COA/FEB, organisme de tutelle pour les ONG et les organisations communautaires de base (COB) de femmes, est parvenu avec succès à mener une campagne pour la société civile pour que le Plan stratégique de réduction de la pauvreté du pays soit passé en revue afin que la question de l'égalité des genres ait plus d'importance dans le plan. Les volontaires du COA/FEB s'assurent que cet équilibre soit respecté, ainsi que l'autonomisation des femmes en dépit des difficultés liées au manque d'indicateurs et de données sur le genre.

De manière générale, la participation des femmes en politique a augmenté. Les femmes ont également été actives en s'organisant elles-mêmes pour le savoir économique, et en accédant aux ressources par divers moyens dont le micro-crédit et d'autres formes d'initiatives de réduction de la pauvreté. Des exemples ont été donnés montrant des femmes qui ont réussi professionnellement tout en continuant à aider à établir des organisations de femmes et à favoriser le leadership, en particulier dans les zones rurales.

Selon l'Etude du NCHD sur le volontariat au Pakistan, un cinquième de l'effort des volontaires se concentre sur le fait de persuader les parents d'inscrire leurs filles à l'école primaire. Ceci est particulièrement vrai dans les zones où le NCHD est actif, et où les volontaires reçoivent une formation spécifique sur l'information et les techniques de sensibilisation à l'éducation pour tous.

Au Sri Lanka, bien que le taux d'instruction soit autour de 90% pour les hommes et les femmes, la pauvreté chez les femmes est beaucoup plus importante. Les femmes ont moins accès aux ressources disponibles, et le taux de chômage parmi elles est plus élevé. Plusieurs initiatives à l'intention des pauvres ont été lancées par des femmes pour des femmes. Le Bureau des femmes du Sri Lanka a lancé le programme « Vanitha Samithi » pour leur émancipation sociale et économique. Ceci inclut une formation à l'esprit d'entreprise, des facilités de paiement pour les femmes, l'amélioration de leur savoir et le développement de micro-entreprises pour elles. Une autre initiative est celle de la Banque des femmes de Hambantota qui est dirigée par la Fédération pour le développement des femmes, une ONG agissant au niveau du district et qui compte plus de 27 000 femmes volontaires. En plus des arrangements de micro-dégré, la Fédération du développement des femmes fournit également de la nourriture et des soins pour les personnes âgées et des soins pour la santé reproductive pour les femmes migrantes.

De façon générale, les aptitudes des femmes en tant que leaders, décideurs et modèles agissant pour le changement ont été reconnues - et pas seulement pour les questions touchant les femmes. Des défis importants ont été identifiés, dont le manque de savoir amenant la prise de conscience, parmi les volontaires oeuvrant dans les domaines de l'apport de services, vis-à-vis des questions de genre. L'un des facteurs de cette situation vient du fait que les hommes sont rarement impliqués dans les mouvements de femmes. Un autre défi est le manque de temps que rencontrent les femmes qui souhaitent se consacrer au volontariat, car le travail en dehors du domicile en plus des tâches domestiques laisse peu ou pas de temps pour les actions de volontariat au bénéfice de la communauté. Souvent, il existe une série de contraintes socio-culturelles empêchant la mobilité des femmes et leur participation dans des domaines où elles sont traditionnellement exclues. Il y a également la violence physique, psychologique et institutionnelle à l'égard des filles et des femmes : analphabétisme chez les adultes lié au genre et, par-dessus tout, des attitudes sociales contre l'émancipation des femmes qui peut résulter de leur participation en tant que volontaires.

En considérant les mesures spécifiques nécessaires, le point de départ était que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes par le volontariat ne devraient pas être limitées à l'éducation mais être appliquées à l'ensemble des OMD. La contribution des femmes par le volontariat, qu'il soit officiel ou informel, doit être reconnue et estimée. La formation des volontaires sur les questions de genre, la sensibilisation et la communication pour faire changer les attitudes participent de cet effort. Les hommes contribuant à l'égalité des genres doivent être mis en avant. Des analyses plus approfondies sont nécessaires pour étudier les causes de la discrimination par le genre et la pauvreté féminine afin de pouvoir développer des plans d'action à la lumière de ces études.

Groupe C : OMD 4 – Réduire la mortalité infantile  
OMD 5 – Améliorer la santé maternelle

Beaucoup d'enfants dans le monde en développement meurent de maladies qui pourraient être évitées. Les taux élevés de mortalité sont dus en partie aux maladies provoquées par la mauvaise qualité de l'eau et le manque d'hygiène, et en partie aux services de santé officiels ayant peu de moyens et qui souvent ne peuvent apporter à temps des soins médicaux dans les régions les plus pauvres du monde. Même lorsque l'enfant survit, la mère peut, elle, souvent décéder. En plus des facteurs évoqués ci-dessus et qui touchent les enfants, les femmes pauvres doivent également lutter contre les pratiques culturelles - telles le manque d'accès à l'éducation sanitaire et dans le domaine de la santé sexuelle - qui peuvent être hostiles à leur bien-être.

Une grande partie des discussions au sein des groupes de travail s'est concentrée sur la dynamique des rapports entre le volontariat, souvent au niveau communautaire, et les systèmes de santé publique. Au final, les gouvernements sont responsables de l'accélération des résultats concernant OMD 4 et 5, et par conséquent le volontariat devraient appuyer et compléter les efforts du gouvernement, mais pas les remplacer. Pour cela, on estime que des cadres généraux sont nécessaires pour mettre le volontariat en phase avec les objectifs de santé publique. Le volontariat doit également être structuré en fonction des milieux sociaux et culturels spécifiques selon les pays. Toutefois, on a souligné que les personnes définissant les politiques devraient se pencher sur le rôle de « pionnier » joué par le volontariat dans le développement de nouveaux services et de nouvelles approches qui peuvent ou non être incorporées à la stratégie du gouvernement. À cet égard, la diffusion d'information et de connaissances à travers le volontariat international est importante. Il a été recommandé que les gouvernements encouragent le renforcement des programmes volontaires de placement existants.

En Iran, la participation importante des volontaires dans le domaine de la santé maternelle a contribué à une chute de la mortalité maternelle aujourd'hui établie à 37 décès pour 100 000 naissances. Les femmes volontaires dans le domaine de la santé ont servi de relai entre les prestataires de services de santé, qui sont le plus souvent des hommes, et les femmes elles-mêmes. Les volontaires peuvent communiquer avec les femmes d'une manière culturellement ou socialement impossible pour le personnel de santé masculin. Les volontaires ont réussi une prise de conscience chez les hommes et les femmes en transmettant l'information et en les convainquant de mettre en oeuvre les bonnes pratiques tout en ignorant les rumeurs et les histoires de grand-mères. Dans les régions éloignées, les personnels du Ministère de la santé ont formé des sages-femmes dans les campagnes capables de prodiguer des soins pré- et postnataux, et d'effectuer des accouchements. Depuis 1994, les volontaires de l'Association de planification familiale iranienne ont promu de manière active le droit à la santé sexuelle et à la santé en matière de reproduction sexuelle, en particulier chez les jeunes et les groupes les plus vulnérables, tout en recommandant ce droit auprès des décideurs et des législateurs.

Plusieurs participants ont évoqué l'importance des responsabilités entre la politique du gouvernement et les programmes, entre les prestataires de santé et les bénéficiaires à l'autre extrémité de la chaîne. Le volontariat ne doit pas réduire cette responsabilité, mais au contraire la renforcer. Chaque acteur doit comprendre son rôle et sa responsabilité. Des exemples sont connus où des fonctionnaires rémunérés remettaient certaines de leurs responsabilités aux mains de volontaires, par erreur ou bien délibérément.

Il a été convenu qu'il existe des interventions ayant un impact fort et reconnu pour les OMD 4 et OMD 5, où le volontariat peut faire la différence là où les volontaires offrent des services de santé et programmes de prévention au niveau communautaire.

Il a été reconnu que les systèmes de santé sont souvent sujets à pression et que des retards surgissent au sein des familles lorsqu'il s'agit de traiter l'anémie et la malnutrition chez les femmes et les enfants, ou d'emmener les femmes sur le point d'accoucher pour les soins nécessaires. La qualité des soins dans les cliniques a été également remise en cause. La contribution des volontaires, qui travaillent avec les gouvernements pour compléter et appuyer les programmes officiels visant à instruire et informer l'ensemble des partenaires à tous les niveaux, a été considérée comme essentielle pour atteindre les OMD 4 et 5.

En effet, tous les programmes de santé publique dans les pays en développement ont l'équivalent du personnel sanitaire communautaire pour faire prendre conscience aux gens des risques et fournir des services de santé essentiels. Des volontaires issus des communautés devraient être encouragés à intervenir en tant que premier contact pour renforcer les liens en amont et en aval. Un exemple donné concernait le rôle des volontaires dans la diminution du nombre de décès dus à la diarrhée, une des causes principales de mortalité infantile dans les pays en développement. Les campagnes de mobilisation sociale visant à diminuer les maladies diarrhéiques parmi les enfants en bas âge et les jeunes enfants sont typiques des actions de volontaires appuyant le système de santé publique.

Au Pakistan, grâce à la campagne sur les sels de réhydratation orale (ORS), plus de 6 000 femmes volontaires ont été formées par le NCHD pour apprendre aux mères comment préparer les ORS ainsi que leur importance pour éviter la déshydratation chez les enfants souffrant de diarrhée. On estime que la première campagne du NCHD en 2004 a touché 650 000 mères réparties dans six zones du Pakistan. L'un des facteurs principaux du succès de cette campagne a été l'appropriation du projet par les services d'hygiène locaux qui ont facilité de manière active le travail des volontaires femmes. La campagne a abouti à la création d'un réseau de femmes volontaires dans les zones visées. Cette campagne a également amélioré la prise de conscience en ce qui concerne les questions relatives à la santé infantile (immunisation, espacement des naissances) parmi les leaders d'opinion de la communauté, dont les imams et les représentants élus.

Au Pérou, les organismes impliquant des volontaires et regroupés au sein du CENAVOL - le Centre national du Volontariat - ont mis en place des partenariats avec les secteurs publics et privés pour proposer un éventail d'activités éducatives et sanitaires de promotion de la santé dans le pays. L'une des organisations, Vie et Expérience, travaille avec les femmes enceintes et les mères sur une liste de problèmes liés à la nutrition et la santé de l'enfant. Elle offre aussi un appui psychologique et matériel aux femmes vulnérables, particulièrement aux victimes de violence physique et sexuelle. Le CENAVOL, avec ses soixante organismes membres, a passé des accords avec des cliniques et hôpitaux de santé pour délimiter précisément les rôles respectifs des volontaires et du personnel de santé.

Une des démonstrations les plus évidentes de l'importance du volontariat réside dans les campagnes d'éradication de la polio. Le virus sauvage de la polio a handicapé près de 20 millions de personnes qui vivent encore aujourd'hui. Depuis sa création en 1988, l'Initiative mondiale pour l'éradication de la polio a contribué à faire baisser le nombre total de personnes paralysées victimes de la polio de 350 000 environ en 1998, à moins de 700 en 2003. En 2000, environ 10 millions de personnes se sont portées volontaires au niveau local, participant ainsi à l'immunisation programmée de quelques 500 millions d'enfants. On estime que la valeur totale de cette aide sur un an représente 10 milliards de dollars, soit trois fois plus que le budget entier de la campagne depuis son lancement. Cela renforce fortement l'argument en faveur du volontariat, à savoir l'étendue de son ampleur et son faible coût.

Le Pakistan est l'un des sept pays du monde où le virus sauvage de la polio existe encore. La participation de la communauté est essentielle pour toucher les 33 millions d'enfants vaccinés chaque année durant la Journée nationale de la vaccination. Pour s'assurer de l'éradication totale de la polio, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mobiliser, au sein des communautés et de la société civile, un noyau central de volontaires déterminés et capables d'améliorer la mobilisation sociale nécessaire pour toucher tous les enfants. A cet effet, le Ministère de la santé, avec l'appui de l'UNICEF et de l'OMS, a entrepris une étude dans 17 zones pour évaluer le rôle du volontariat et voir comment son apport pourrait être amélioré. Les résultats aideront les autorités de santé publique à améliorer l'aide qu'ils apportent aux volontaires, et aider par la suite à augmenter la contribution des volontaires dans la campagne d'éradication de la polio. Cette étude montre que des hommes et des femmes de tous âges ont été en activité à chaque étape des campagnes de polio, ceci de manières diverses - dans les recommandations qu'ils ont faites aux acteurs locaux ; dans la mobilisation de la communauté ; en aidant à concevoir, organiser et promouvoir chaque campagne ; en suivant les cas de refus ; et en fournissant de la nourriture aux équipes de vaccination et en prenant en charge leur transport.

Les gouvernements admettent et prennent en considération de plus en plus la contribution apportée par le volontariat dans la réduction du taux de mortalité maternelle et infantile. Au Brésil, le Pacte national de réduction de la mortalité maternelle réunit à la fois le gouvernement, la société civile et des

organismes de volontaires au sein d'un partenariat formel dont la stratégie est de parvenir à réaliser les OMD 4 et 5 dans les dix ans à venir. Les membres incluent des organismes professionnels centraux tels que les Conseils fédéraux de médecine et maternité, aussi bien que des groupes de femmes tels que le réseau de santé sexuelle 'Feminist Network of Health and sexual rights', et d'autres associations pour le droit des enfants. L'un des éléments importants est la formation des volontaires - femmes, leaders de communautés et activistes d'ONG – dans la prévention des maladies sexuellement transmissibles et du VIH/sida. Les volontaires agissent également en apportant des services aux femmes et adolescentes victimes de violence sexuelle et domestique. Les représentants volontaires sont des membres des Conseils de santé à tous les niveaux du gouvernement – municipal, fédéral et national.

Le groupe, ayant reconnu le fait que le volontariat renforce la société civile et encourage la citoyenneté pro-active, a conclu que ce dernier devrait être inclus dans les programmes d'études pour les jeunes et être aussi dans la formation formelle et informelle donnée aux adultes.

## Groupe D : OMD 6 – Combattre le HIV/sida, le paludisme et d'autres maladies

Entre 30 et 40 millions de personnes sont affectées par le VIH/sida aujourd'hui. Alors qu'il est déjà une pandémie en Afrique Sub-saharienne, le VIH/sida constitue une menace sérieuse dans d'autres régions en développement. Plus de 10 millions d'enfants sont orphelins suite au décès de l'un ou des deux parents à cause du virus. Dans les pays où l'épidémie a été la plus grave, les pays rencontrant déjà des difficultés pour atteindre les OMD dans le domaine de l'éducation et de la santé, trouvent leurs efforts minés par le taux de mortalité élevé du personnel, qualifié, éducatif et de santé par le VIH/sida.

La fréquence de la tuberculose demeure élevée dans le monde. La malaria est une infection liée au VIH/sida qui tue beaucoup, en particulier les enfants. Tous les ans, plus de 300 millions de cas sont recensés, et on estime qu'environ un million de personnes meurent chaque année. Quelque 20% des décès dus à la malaria sont les enfants de moins de cinq ans.

De nombreux exemples de volontariat réussi dans le combat contre le VIH/sida et la malaria se sont concentrés sur des interventions en communauté.

La plupart des décès dus à la malaria se produisent au domicile familial, ce qui rend cruciales les interventions au niveau de la communauté pour sauver des vies. Le rôle des volontaires dans le contrôle de la malaria a été essentiel puisqu'il a renforcé le système de santé officiel en améliorant l'identification de la maladie, en assurant le traitement des cas les plus graves dans un délai de 24 heures après le déclenchement de la maladie et en aidant à signaler et enregistrer les décès et les cas de maladie. Les volontaires ont également permis la mise en place à une large échelle de campagnes de recommandations et de mobilisation pour provoquer un changement des pratiques de santé ainsi qu'une meilleure utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticide.

Les volontaires ont également un rôle important à jouer en appuyant un contrôle de l'environnement comprenant, là où cela peut se faire, la surveillance des vecteurs de transmission. Trois projets 'Roll Back Malaria' (Faisons Reculer la malaria), dont les volontaires sont les acteurs principaux, ont été présentés. Tous sont basés en Afrique, où 90% de tous les cas de malaria sont enregistrés :

Le premier cas était un programme de gestion par la communauté à Tigray, au nord de l'Ethiopie. Près de 960 personnels de santé de la communauté ont traité 71% de toutes les fièvres liées à la malaria, et le nombre de décès dus à la malaria chez les enfants de moins de cinq ans a été réduit de 40% dans les zones des projets. Le personnel de santé de la communauté a également joué un rôle essentiel en améliorant et en augmentant les comportements dans la recherche de conseils de santé des habitants de la communauté et l'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticide. En raison de son succès à Tigray, d'autres régions d'Ethiopie cherchent à lancer des initiatives semblables.

Une gestion locale des initiatives à lutter contre la malaria a été lancée en Ouganda en 2003. Des volontaires issus de la communauté ont été formés pour distribuer des traitements dans leurs communautés respectives. La formation incluait l'identification et l'administration d'un traitement de manière rapide, le suivi des dossiers des enfants soignés ou bien identifiés comme devant l'être (les dossiers étant régulièrement expédiés au Ministère de la santé pour être réunis). Durant les deux premières années, le projet a eu pour résultat de réduire de 10% l'apparition de la malaria dans les zones d'intervention, ainsi que de diminuer le nombre de cas d'anémie sévère.

Dans les deux cas, les principales contraintes ont été le taux d'abandon élevé parmi les volontaires et un appui logistique inadéquat.

L'une des contributions les plus spectaculaires du volontariat a été le travail d'immunisation et la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide. En Zambie par exemple, en 2003, environ 1 800 volontaires ont distribué 77 000 moustiquaires imprégnées d'insecticide et vacciné 37 819 enfants dans une campagne commune de vaccination contre la rougeole et la distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide. Le taux d'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticide, qui était de 4,4% avant la campagne, a bondi à plus de 80%. Au Togo, une campagne semblable a été conduite grâce à la participation de 7 063 volontaires. Plus de 700 000 moustiquaires imprégnées d'insecticide ont été distribuées, et 900 000 enfants ont été vaccinés contre la rougeole. Ici encore, le taux

d'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticide est passé de 22% avant la campagne à 60-80% après la campagne.

Dans le domaine du VIH/sida, les groupes ont discuté de plusieurs initiatives, liées à la maladie, par des volontaires travaillant dans les communautés pour une mobilisation sociale et un changement des comportements :

Dans les communautés rurales en Ethiopie, une approche holistique s'est concentrée sur la santé, la condition de la femme et l'environnement. Les volontaires ont pu travailler avec les chefs traditionnels de communautés sur des questions, tabous, telles que le VIH/sida, la santé en matière de reproduction, les pratiques dangereuses telles que les mutilations d'organes génitaux féminins, et les droits de l'homme. Le fait que les volontaires vivent eux-mêmes dans les communautés aide à créer un climat de confiance et d'entente mutuelle. A l'inverse des projets de développement à grande échelle, les initiatives d'entraide locale à petite échelle permettent aux communautés de se prendre en charge.

Deux exemples (en Ouganda et au Pakistan, où on estime que 90% des volontaires ont consacré en moyenne une à deux heures quotidiennement aux activités de cette catégorie) ont été cités pour la façon dont les chefs religieux pouvaient contribuer à empêcher la diffusion du VIH/sida. En Ouganda, l'Association médicale islamique a aidé des imams à intégrer de précieuses informations relatives à la prévention du VIH/sida à leur enseignement spirituel. Une campagne d'éducation mêlant messages de prévention contre le VIH/sida et enseignement spirituel a été lancée. Des équipes de volontaires de la communauté (trois par mosquée) ont été formées. Les volontaires ont reçu une formation de travailleurs familiaux pour les questions du VIH/sida et pour aider les imams. Leur rôle était d'apporter un savoir et des conseils simples aux personnes, convaincre ces dernières pour qu'elles changent de comportement. Chaque imam a reçu une bicyclette pour pouvoir superviser ces activités. Les assistants ont quant à eux reçu une aide, sous une forme ou une autre (en argent ou en nature) pour assurer des activités génératrices de revenus (pour élever quelques poulets ou chèvres, par exemple).

Au Zimbabwe, l'association de séropositifs 'People Living with HIV/AIDS' travaille avec le personnel des hôpitaux pour aider à combattre les préjugés et la discrimination répandus chez les infirmières et les médecins dans le système de santé publique.

Au Botswana, un large programme multisectoriel a été lancé à travers le pays. Il a trait à tous les aspects du VIH/sida et remplace la réponse initiale de 'colmatage' à l'épidémie. Le nombre de personnels qualifiés a été diminué par le VIH/sida. Depuis le début de la pandémie, le gouvernement a intégré de plus en plus d'organisations de volontaires dans sa planification de stratégies. Par exemple, un programme de soins à domicile a été mis en place dans chaque clinique, avec des volontaires issus de la communauté qui aident les malades en phase terminale et les infirmiers. Près de 6 000 volontaires, souvent des infirmières à la retraite ou des travailleurs sociaux, proposent une variété de services aux personnes vivant avec le VIH/sida (PLWHA, ou 'Persons living with HIV/AIDS' en anglais). Il aident aussi les familles apportant à la fois un soutien matériel et psychosocial. Les personnes vivant avec le virus sont elles-mêmes des volontaires qui forment des groupes de soutien pour aider les familles, et en particulier les enfants, à faire face aux difficultés engendrées par la maladie. Au Botswana, le réseau BONEPWA ('Botswana Network of People Living with HIV/AIDS') est une structure organisée en réseau comprenant 60 groupes de soutien. Chaque groupe est constitué d'environ 25 volontaires qui donnent des consultations et des conseils sur la prévention du VIH/sida. Le TCM ('Total Community Mobilisation') est une organisation de volontaires qui travaille avec les communautés depuis 2001 pour donner soins et conseils aux malades. Celle-ci s'engage de plus en plus à apporter de l'aide aux enfants orphelins ou bien dans le besoin. Le Botswana est l'un des pays les plus dévastés par la pandémie et le risque de manque de personnels qualifiés est bien réel. Le pays a admis que les volontaires étaient importants, mais que le manque de coordination générale affectait leur efficacité. C'est pour cette raison que le Programme des Volontaires des Nations Unies, à l'initiative du Southern African Capacity Initiative, a apporté son soutien à la mise en place d'un programme de volontariat national mettant à contribution des volontaires venus d'horizons divers.

En Zambie, l'Organisation de la femme et du sida ('Society for Women and Aids') travaille avec des volontaires pour diminuer les conséquences du VIH/sida chez les femmes et les enfants, et apporter

des soins aux orphelins et aux enfants vulnérables. Fondée en 1989, cette organisation a maintenant 183 bureaux à travers tout le pays et un réseau de plus de 10 000 membres femmes. En plus des soins à la communauté, la prévention et les soins à domicile, ces structures apportent un soutien et des soins à plus de 7 000 orphelins ainsi qu'aux enfants vulnérables.

Dans la lutte contre le VIH/sida, la malaria et d'autres maladies, le volontariat a eu des résultats positifs de par les qualités personnelles que les volontaires apportent à leur action, en particulier leur passion, leur engagement, l'humilité et la sensibilité dont ils font preuve par rapport aux dynamiques socio-culturelles de la communauté. Ils savent également que le changement est un processus constant, et tout en donnant des conseils, ils se posent en tant que modérateurs et non pas comme professeurs ou experts. Pour cette raison, les différentes interventions entre volontaires ont été positives.

Cependant, les efforts des volontaires atteignent rarement leur potentiel, ces derniers étant confrontés au manque de ressources, humaines et financières, et à un environnement favorable faisant défaut. Les volontaires, à titre individuel, peuvent se sentir découragés par le manque de reconnaissance. Dans le cas du VIH/sida en particulier, ils souffrent des préjugés et des discriminations contre les groupes concernés et les volontaires. La pauvreté extrême empêche également les citoyens de devenir des volontaires actifs.

Les recommandations qui sont sorties des discussions étaient d'un caractère plus général pour commencer. La responsabilisation des volontaires pourrait être effective uniquement si ces derniers obtenaient les outils qu'ils exigent pour être efficaces, y compris des connaissances dans le domaine de la communication. Leurs actions doivent être mieux documentées, pour couvrir et rendre compte des bonnes et des mauvaises pratiques de la part de tous les partenaires. Une coordination et un appui appropriés sont nécessaires parmi tous les partenaires dès le stade des définitions des politiques au niveau organisationnel et communautaire. Une reconnaissance personnelle est essentielle grâce à des primes telles que la remise de récompenses et de certificats.

Pour ce qui est de traiter le VIH/sida, la malaria et les autres maladies, il faut une approche holistique prenant en compte les questions de genre, la pauvreté et les droits de l'homme fondamentaux tels que le droit à la vie, à l'éducation et à la santé. La contribution des volontaires eux-mêmes devrait être intégrée aux exercices de planification stratégique. Une attention particulière devrait être portée aux femmes et aux enfants, en particulier les orphelins et les enfants vulnérables, à travers l'émancipation économique, la santé en matière de reproduction, et l'accès à l'information et aux traitements. Les volontaires, et en particulier les femmes, qui travaillent dans le domaine du VIH/sida, sont souvent confrontés à l'épuisement, aux stigmates et la discrimination, et ont besoin d'appui psycho-social. De même, les volontaires travaillant sur des initiatives VIH/sida doivent faire participer des hommes issus de la communauté.

## Groupe E : OMD 7 – Assurer un environnement viable

Garantir la viabilité environnementale exige d'agir à différents niveaux pour atteindre des modèles de développement viable, et préserver les écosystèmes naturels pour les générations futures. D'une part, il est nécessaire de stopper les dommages causés à l'environnement qui résultent de la production non viable et des modes de consommation, en particulier dans les pays riches ; de l'autre, il est nécessaire d'aborder la question des besoins des millions de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable et à l'assainissement et/ou qui vivent dans les taudis urbains.

L'OMD 7 est étroitement lié avec d'autres objectifs du millénaire, et en particulier le premier qui vise à éradiquer la pauvreté extrême et la faim. Un certain nombre d'exemples ont été cités quant à la façon dont les initiatives dans les communautés avaient non seulement contribué à assurer la durabilité environnementale, mais également amélioré les conditions de vie des personnes au plan local, en particulier des femmes et des filles, en ce qui concerne l'amélioration de l'approvisionnement en eau.

Si l'on veut parvenir à atteindre l'OMD 7, il a été convenu qu'un vrai partenariat était nécessaire, et ce à tous les niveaux de la société – du niveau international jusqu'au niveau local. Les gouvernements ont la responsabilité de créer un environnement favorable par le biais de leurs politiques, en votant des lois et en mettant en place des systèmes et procédures dans lesquels d'autres partenaires, dont les ONG, le secteur privé et les communautés peuvent opérer.

Plusieurs participants ont souligné le rôle commun des volontaires et des organisations pour améliorer la prise de conscience des habitants des communautés par rapport à l'environnement, mais aussi pour leur influence auprès des réseaux politiques en matière d'utilisation viable des ressources environnementales. En règle générale, les volontaires font preuve d'une très grande efficacité en ce qui concerne les formations pratiques qu'ils donnent aux municipalités dans la gestion des ressources naturelles. Ceci renforce les capacités locales, assure un accès aux ressources naturelles et encourage la participation d'organisations de volontaires et d'associations locales d'utilisateurs dans la gestion environnementale. De plus, l'échange d'expériences, de connaissances et de qualifications est stimulé entre les organismes environnementaux, associatifs nationaux et internationaux.

Au Pakistan, quelques initiatives lancées par des organismes de la société civile, notamment le projet d'eau et d'assainissement Orangi, dans le cadre du programme d'appui rural de la Fondation de l'Aga Khan ('Aga Khan Foundation's Rural Support Programme') ont été couronnées de succès et reproduites au niveau national. Les volontaires du NCHD ont également aidé à la création de petits barrages de stockage, à l'installation de pompes manuelles et en améliorant l'accès à l'eau dans les écoles. Ces initiatives améliorent non seulement les conditions d'hygiène, mais aident également à favoriser l'éducation des filles, en particulier dans des régions éloignées du Pakistan.

Tandis que le rôle du gouvernement est décisif pour ce qui est de développer et de mettre en application les politiques, plusieurs exemples ont été donnés quant à la façon dont les initiatives venues de la base avaient non seulement contribué à assurer la viabilité environnementale, mais également à améliorer les conditions de vie des personnes locales, et plus particulièrement celle des femmes et des filles, grâce à un meilleur approvisionnement en eau.

Dans l'état indien du Rajasthan, une ONG composée de volontaires et basée à Tarun Bharat Singh, existe et travaille depuis 1984 dans les villages. Aujourd'hui, des milliers de communautés ont un approvisionnement en eau assuré, les villageois contrôlant eux-mêmes leurs ressources naturelles. Ce succès est dû au fait que les villageois se sont appropriés le programme. Leurs connaissances et leur expérience, précieuses, ont été prises en compte. De même, les volontaires de Tarun Bharat Singh ne travaillent pas dans un esprit de charité ou de bienveillance, mais dans un rapport d'égal à égal et travaillant vers un but commun.

L'importance d'associer des techniques environnementales traditionnelles avec des technologies modernes a été mis en avant à travers un exemple venu d'Ethiopie où des volontaires de l'organisation pour l'assainissement et le développement d'Amhara (ORDA) travaillent avec les fermiers locaux pour les encourager à adopter des pratiques environnementales innovatrices basées sur des procédés locaux, et à les appliquer à une plus grande échelle en les imitant. Les fermiers proposent de partager un savoir traditionnel, et l'ORDA les aide à diffuser à plus grande échelle et à répéter les meilleures pratiques.

Des établissements pour le savoir traditionnel ont été créés au Bhoutan avec la loi foncière 'Land Act' de 1978 et celle sur la conservation de la Nature de 1995, dans la tradition du Bouthan en ce qui concerne le développement lié aux autochtones. Les deux organismes traditionnels en charge des ressources naturelles pour ce qui concerne la forêt, les terres de pâturage communes et l'eau sont Reesup (volontariat traditionnel pour la gestion des ressources de la forêt) et Chusup (volontaires pour la gestion de l'eau de et l'irrigation). Des volontaires locaux sont mobilisés par Reesups et Chusups afin d'aider à la conservation de l'environnement tout en favorisant la cohésion sociale face aux demandes contradictoires pour les ressources. Ces organismes de ressources traditionnelles offrent un forum (Zandu) pour l'ensemble de la communauté pour pouvoir identifier et aborder la question du renforcement et de l'utilisation des ressources. Les centres de ressources rassemblent et transmettent également les savoirs locaux traditionnels sur les pratiques en matière de conservation de l'Environnement. Il convient d'insister sur le fait que le savoir traditionnel n'est pas une sagesse statique mais qu'il évolue constamment à mesure que de nouvelles techniques et méthodes sont essayées et approuvées, en réponse aux défis environnementaux qui changent eux-aussi. Les volontaires jouent un rôle important à cet égard.

Au Soudan et au Pakistan, des organisations de volontaires ont contribué en grande partie à l'adoption et à la mise en place d'une législation pour la protection de l'environnement. Le travail de la section pakistanaise de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) et la Société soudanaise pour la conservation de l'environnement (SEC) a d'ailleurs été mis en avant à cet égard. IUCN-Pakistan fournit un espace pour que les volontaires puissent s'engager à différents niveaux. En ce qui concerne la communauté, les volontaires aident à une meilleure prise de conscience des questions d'environnement, à un renforcement des capacités, à évaluer les besoins en ressources et à prévoir, mettre en place et surveiller des activités pour des programmes de réhabilitation de la biodiversité et de l'Environnement. Au niveau des décisions politiques, les volontaires d'IUCN participent également à des groupes de travail sectoriels et thématiques, et au développement de stratégies de conservation et de développement viable.

Au Soudan, les membres fondateurs des SEC de 1975 étaient presque entièrement des universitaires, déterminés à sensibiliser le public sur les questions environnementales. Dans les années 80, où la sécheresse et la famine ont largement sévi, le SEC s'est développé, a ouvert plusieurs bureaux et recruté du personnel rémunéré. Un grand nombre de volontaires de groupes habituellement sous-représentés en politique – les femmes, les jeunes, les retraités, les fermiers – se sont intéressés à la SEC. Des actions au sein des communautés, en particulier pour le reboisement, ont été menées, en plus des activités plus traditionnelles en matière d'information, de sensibilisation et de formation. A partir de la fin des années 1980, le SEC a été de plus en plus impliqué dans le plaidoyer pour la paix, la durabilité et la gouvernance environnementales, en utilisant une approche basée sur le droit. Le vote de la loi sur l'environnement en 2000 au Soudan doit beaucoup aux recommandations des volontaires des SEC.

Au vue des différents exemples réussis de volontariat, il a été convenu que les gouvernements doivent reconnaître l'immense contribution des volontaires et des organisations qui les emploient, et créer un environnement solidaire dans lequel le volontariat puisse se développer. Il est également important de partager les diverses expériences et de prendre exemple sur les meilleures pratiques. L'activisme des volontaires est particulièrement important lorsqu'on aborde les questions environnementales, du fait d'intérêts inextricables qui rendent souvent la conservation de l'environnement et la régénération difficiles. Le volontariat en faveur de l'environnement devrait activement préconiser des changements structurels. D'autre part, les organisations de volontaires doivent prouver leur motivation à coopérer avec les gouvernements, même si la marge politique est restreinte. Pour être crédibles, ces organismes doivent être démocratiques, transparents, compétents et responsables vis-à-vis de leurs membres et des groupes qu'ils souhaitent toucher, ainsi qu'envers le grand public.

L'une des principales recommandations approuvées par les participants est le besoin d'accords à tous les niveaux. Il a été reconnu que les gouvernements doivent impliquer plus de partenaires - le secteur privé, les ONG et leurs réseaux, et les volontaires eux-mêmes. Le secteur privé a un rôle crucial à jouer en assurant le développement viable et en créant un environnement sécurisé pour les générations futures. De même, les gouvernements sont appelés à lancer des projets mettant au premier plan les questions d'environnement, et mettre en place des accords dans tous les secteurs.

De même, des partenariats avec les communautés locales sont une des conditions de base pour réussir, ceci étant le seul moyen de s'assurer que le savoir local est bien utilisé dans les initiatives environnementales et que les personnes directement affectées se soient bien approprié les projets. Les partenaires locaux doivent être au centre de toute initiative environnementale de conservation ou de développement. Leur engagement actif et le contrôle des projets sur l'environnement conditionnent le succès des initiatives pour l'environnement et leur durabilité. Le savoir traditionnel local peut apporter une contribution décisive à la durabilité environnementale, comme l'ont montré différents exemples fournis. Il doit être intégré aux méthodes modernes. La communauté internationale a la responsabilité d'établir des partenariats et des réseaux, et de s'assurer que les bonnes pratiques et les nouvelles techniques sont largement partagées.

## Session plénière : OMD 8 – Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

La réussite des sept premiers OMD dépendra largement de la capacité à développer un partenariat global pour parvenir à l'objectif OMD 8. Un groupe de discussion plénière sur l'OMD 8 a été présidé par l'ambassadeur du Japon au Pakistan, Son Excellence M. Nobuaki Tanaka, et auquel ont participé le Président de la Banque nationale du Pakistan, M. Ishrat Hussain, le Haut Commissaire canadien au Pakistan, Mme Margaret Huber, et le Secrétaire général de l'Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne (CIVICUS), M. Kumi Naidoo (par retransmission vidéo).

Dans son discours d'introduction, le Président de la Banque nationale du Pakistan, M. Ishrat Hussain, a fait remarquer que les avancées pour parvenir aux OMD ont été inégales, à la fois géographiquement et par secteur. Cependant, avec l'OMD 8, nous entrepercevons l'émergence d'un nouveau consensus, établi autour d'un partenariat d'engagements et de responsabilités mutuels. Les pays en développement s'engagent à entreprendre des réformes politiques au niveau économique et social, et à améliorer la gouvernance ; en échange de quoi, les pays développés augmentent leur appui de diverses manières - en supprimant les barrières dans les échanges commerciaux, en réduisant la dette, en augmentant les flux d'aide et les investissements directs. Les débats, soutenus, se sont poursuivis pour savoir si les gouvernements remplissent leur engagement vis-à-vis des OMD. Bien que les OMD devraient être considérés comme une chance historique pour les pays riches de corriger les erreurs du passé, de nombreuses voix critiquent le fait que les pays donateurs ne respectent pas leurs objectifs en ce qui concerne l'amélioration de la quantité d'aides et l'abaissement des barrières commerciales. De telles critiques proviennent non seulement des pays en développement mais également des pays développés, et particulièrement de la société civile. Les organisations de la société civile sont des partenaires essentiels pour l'OMD 8. Tant au Nord qu'au Sud, ces dernières s'avèrent être des groupes de recommandation et de pression efficaces qui aident à s'assurer que les gouvernements tiennent bien leurs promesses. Ils ont également un rôle important de surveillance pour garantir que la gouvernance est améliorée et que les réformes socio-économiques et politiques soient mises en place.

Mme Huber et M. Tanaka ont tous deux souligné l'importance de la bonne gouvernance et le rôle de la société civile pour veiller à la responsabilité et la transparence dans les programmes d'aide au développement. Comme l'a souligné Mme Huber, les donateurs ont une responsabilité fondamentale et doivent s'assurer que l'aide au développement est correctement utilisée non seulement vis-à-vis de leurs propres citoyens, les contribuables, mais également par rapport aux personnes pauvres et vulnérables auxquelles ces aides sont destinées. L'aide au développement canadienne, qui est étroitement indexée sur les OMD, est apportée à la fois par des canaux bilatéraux et multilatéraux, et recherche activement des partenariats avec les gouvernements et les ONG pour aider les pays en développement à progresser dans leurs objectifs pour atteindre les OMD.

Selon M. Tanaka, les priorités du gouvernement japonais sont d'assurer la bonne gouvernance et que l'argent parvienne bien à la base. Certains des mécanismes d'apport d'aides ont été décrits et incluent un service de « petits prêts » pour que les communautés locales soient capables d'anticiper. Le Japon recherche des partenariats avec les organisations communautaires impliquant des volontaires pour aider à atteindre les personnes vraiment dans le besoin le plus efficacement possible. En 2004, l'aide financière japonaise accordée à travers le monde a bénéficié à 1 500 projets, pour un montant total d'environ cent millions de dollars.

Kumi Naidoo, le Secrétaire général de l'Alliance Mondiale pour la Participation Citoyenne (CIVICUS), s'est fait l'écho de difficultés apparues dans certaines des discussions des groupes de travail, à savoir que les OMD sont minimalistes et représentent un recul par rapport à des engagements pris précédemment lors de conférences internationales dans les années 90. L'OMD sur la question du genre, par exemple, est bien moins contraignante que les engagements pris lors de la Déclaration de Pékin. De plus, le droit à la santé sexuelle et en matière de reproduction n'apparaît pas dans les OMD. Dans une déclaration en 2001, M. Naidoo avait fait référence au besoin « de rapprocher l'action sociale du volontariat. Tandis qu'un nombre croissant de citoyens s'engagent dans le plaidoyer pour influencer les travaux visant à combattre les causes profondes de la pauvreté, de l'injustice et des inégalités, les citoyens se battent pour apporter des services à leurs communautés par le biais du volontariat. Ces deux éléments de la société civile ne sont pas exclusifs ».

Dans sa présentation, il a souligné que pour parvenir aux OMD, la participation des volontaires est nécessaire dans :

- (i) l'apport de services au niveau communautaire - c'est à ce niveau que nombre de contributions efficaces sont visibles.
- (ii) la participation en politique et l'engagement auprès des gouvernements au niveau local et surtout national, afin d'exercer une pression sur ceux-ci pour assurer également la transparence, la responsabilisation et combattre la corruption.
- (iii) la participation au niveau international pour influencer les prises de décisions et le processus politique.

Les OMD sont une chance unique d'éliminer les barrières entre le Nord et le Sud. Cet état de fait commence à apparaître dans des campagnes globales qui mobilisent les citoyens de divers pays et de sociétés, riches ou pauvres, pour élever leurs voix contre la pauvreté ou les pratiques commerciales inégales telles que des subventions agricoles. Les OMD sont également une occasion de résoudre la dichotomie de la société civile dans le monde entier, pour réduire les écarts entre l'action sociale et le volontariat. D'une part, il y a les organisations issues de la société civile basées sur l'activisme volontaire et qui s'intéressent au travail d'information et les changements d'ordre structurel ; de l'autre, il y a les organisations basées sur le service volontaire et qui s'intéressent à la livraison de services. Le moment est opportun pour réconcilier ces deux berges en forgeant une nouvelle forme de démocratie, qui inclut la participation des personnes dans la livraison des services et l'influence sur la politique. Les volontaires, en tant qu'agents actifs de la vie publique, doivent être non seulement des « faiseurs », mais également des « changeurs ».

Au cours de la discussion suivant les présentations, on s'est soucié des investissements des bailleurs de fonds en direction du volontariat, en particulier pour les formes de volontariat qui soutiennent les partenariats entre le développement et les pays en développement. De la même manière qu'un investissement accru est nécessaire pour d'autres OMD spécifiques, il devrait y avoir une augmentation du nombre de programmes d'échange entre le Nord et le Sud dans le secteur du volontariat. On a insisté sur l'intérêt des programmes volontaires internationaux tels que les volontaires des agences 'US Peace Corps', 'Voluntary Services Overseas' au Royaume-Uni, le Service allemand du développement, et le programme VNU. Une recommandation a été faite selon laquelle le volontariat, sous ses différentes formes, devait être intégré dans le Contrat global 'Global Compact' du Secrétaire général de l'ONU. De façon générale, alors qu'il est reconnu que l'action volontaire a lieu la plupart du temps au niveau local, des stratégies sont nécessaires qui prennent en compte les expériences à un niveau plus large, garantissant que les possibilités offertes par le volontariat pour réaliser les objectifs des OMD soient prises en compte dans les politiques. Pour que cela se produise, un leadership capable d'engager le dialogue politique au niveau global est essentiel.

*« A partir de cette expérience de volontariat associatif, qui d'une certaine manière est le plus important, nous devons trouver le moyen d'établir un lien et de le transformer en quelque chose que nous pouvons au monde entier, pour l'intégrer dans les stratégies que les gouvernements et le secteur des affaires développent pour le futur du monde ».* (Liz Burn, Présidente de l'Association Internationale pour l'Effort Volontaire, 'International Association for Volunteer Effort').

## Réflexions et conclusions : M. Nasim Ashraf

« La première conférence internationale jamais tenue sur le rôle du volontariat pour parvenir aux Objectifs du Millénaire s'achève. A tous, je vous fais part de mon entière gratitude et vous remercie d'avoir accordé de votre temps précieux et contribué à faire de cette conférence une expérience aussi enrichissante.

Nous avons eu droit à un mélange intéressant entre praticiens, universitaires, décisionnaires et surtout de volontaires de base, qui tous se sont présentés à nous pour apporter leur contribution et présenter le kaléidoscope de ce qui doit être fait au niveau du monde pour développer une stratégie globale pour le volontariat, ainsi qu'un aperçu au niveau local de ce qui fonctionne. L'essentiel est d'être conscient des meilleures pratiques et de les comprendre, afin de les étendre.

Nous avons entendu beaucoup d'exemples d'initiatives réussies avec des bénévoles ou inaugurées par des volontaires, tels que les travaux en Iran dans les domaines de la santé et de la population, le volontariat en Afrique contribuant de manière significative à combattre l'épidémie de VIH/sida, les expériences en santé et en éducation en Asie du Sud, comme l'exemple du Corps national de volontaires NCHD au Pakistan qui compte plus de 50 000 volontaires inscrits dans les domaines de l'éducation et de la santé, et le rôle des organisations de la société civile dirigées par des volontaires, en particulier en Amérique latine.

La passion des volontaires a été présente dans les présentations et les discussions – la puissance de l'esprit humain pour surmonter les obstacles et trouver des solutions basées sur la solidarité et le sens de l'objectif commun. L'autre thème récurrent a été la nécessité de s'assurer que les questions de l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes soient toujours au premier plan de toute discussion sur les actions de volontaires.

C'est au cours de cette conférence que la première étude de la sorte pour mesurer les aspects quantitatifs et qualitatifs du volontariat a été présentée au Pakistan. Il n'est pas surprenant de voir que la contribution estimée du volontariat à la société représente 3,75 % de notre PIB.

De notre interaction au cours de ces trois derniers jours, nous avons beaucoup appris sur le potentiel, les contraintes et les défis qui se posent à nous dans le futur, tandis que nous nous efforçons de renforcer toujours plus la cause du volontariat.

Nous avons entendu le message répété que les volontaires doivent être correctement reconnus comme tels, et encouragés pour qu'ils demeurent motivés. Il est apparu clairement que le volontariat organisé est bien plus efficace que les actions ponctuelles et non coordonnées de volontaires qui surgissent, par exemple, dans les situations de catastrophes. Parvenir aux objectifs les plus importants tels que l'éradication de la pauvreté, tendre vers plus d'égalité entre les sexes, ou promouvoir l'éducation primaire pour tous, exigera de mettre en place de larges infrastructures pour encourager le volontariat. Lorsqu'elle est correctement soutenue et contrôlée, l'action de volontaires devient un véritable outil de transformation dans les programmes de développement. De même, nous avons entendu qu'il fallait faire attention aux motivations qui conduisent les personnes à donner de leur temps volontairement. Le volontariat a besoin de structures, mais pas de hiérarchies organisationnelles rigides.

Rapidement, l'argument en faveur du volontariat en tant qu'avantage extraordinaire qui se manifeste partout, ou ressource à utiliser pour réussir à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement est clairement perçu. La session sur l'OMD 8 a fait ressortir le fait qu'il n'y a pas d'exception à cette observation. Les gouvernements du Nord et du Sud ont des responsabilités - combattre la corruption, améliorer la gouvernance et favoriser un environnement favorable pour la responsabilisation dans l'égalité des genres. Surtout, nous avons tous convenu que le volontariat ne sert pas de substitut aux gouvernements qui doivent continuer à satisfaire leurs engagements de base envers leurs citoyens.

Concernant l'OMD 8, je voudrais également m'associer à M. Kumi Naidoo quand il dit que, tandis que l'apport de service est le principal objectif de beaucoup d'organisations de volontaires, ces dernières ne devraient pas concentrer leur énergie exclusivement sur cet aspect. Au-delà de cela, il existe un

monde de conseils et de combat pour les droits. Certains pourraient rétorquer que cela implique une dimension politique, mais au final, le changement ne peut venir que de la participation des citoyens envers lesquels les politiciens sont redevables.

Je crois que la principale contrainte que nous avons identifiée est la faiblesse de l'environnement favorable au volontariat et à son développement. La nécessité, à l'heure actuelle, est d'encourager une législation nationale offrant une infrastructure et un cadre appropriés grâce auxquels les vastes ressources que représente le volontariat peuvent être acheminées pour parvenir à un développement juste. Des réformes institutionnelles sont nécessaires pour créer un environnement favorable et permettre au volontariat d'être mis à contribution dans la réalisation des OMD. Certes, il existe une dimension politique, mais sans politique il ne peut y avoir de développement. C'est à chacun de nous de s'impliquer en politique afin que nos points de vue puissent faire partie des politiques publiques – c'est ici que se trouve la source du changement.